

APPEL AUX UNIVERSITAIRES

Avec l'élection de Nicolas Sarkozy comme Président de la République, le mouvement syndical et le mouvement social se voient confrontés à des responsabilités accrues pour lutter contre les régressions et proposer une alternative réelle. Le SNESUP s'est clairement prononcé sur le programme présidentiel de Nicolas Sarkozy comme sur son action dans les précédents gouvernements et les enjeux du 6 Mai dernier (communiqués des 24 Avril et 3 Mai).

Les objectifs énumérés dans « la France d'après », les mesures de brutale rupture avec les acquis sociaux, les menaces sur les droits et libertés, visent ouvertement à exacerber les inégalités sociales et à briser les solidarités. Ce dangereux projet de société s'est décliné au moyen de slogans populistes inspirés des thèmes de l'extrême droite. En opposition avec la démarche critique de l'intellectuel, du scientifique et du citoyen, certaines postures de N. Sarkozy appellent une dénonciation de fond : attaques contre « l'esprit de Mai 68 », propos liberticides, reconduites à la frontière de jeunes scolarisés ou d'étudiants, refus de visas à des étudiants ou collègues étrangers, stigmatisation des banlieues, alignement de la justice des mineurs sur celle des majeurs, ... Un an après le mouvement contre le CPE, ces projets tournent le dos aux aspirations de la jeunesse.

Au plan économique et social, c'est la primauté aux intérêts des employeurs, la généralisation du contrat de travail précarisé, la volonté de juguler le droit de grève. A l'opposé des attentes citoyennes sur les services publics, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux lors des départs à la retraite constitue une violente agression contre l'Ecole et les fonctions publiques.

Concernant l'Enseignement Supérieur et la Recherche, N. Sarkozy veut faire passer une **loi durant l'été** avec :

- accès sélectif à l'université (orientation connectée au « marché de l'emploi », réorientation autoritaire) ; mise en cause des Sciences Humaines et Sociales, notamment de formations dites « sans débouchés » ;
- réforme antidémocratique des universités avec CA réduit (20 membres, avec 5 élus) et pouvoir accru des présidents ; « autonomie » renforcée (cursus, recrutement, salaires des chercheurs et enseignants-chercheurs) ;
- financement des études faisant largement appel aux étudiants et à leurs familles ;
- multiplication des contrats précaires, notamment pour les jeunes docteurs, de nature à dissuader encore plus d'étudiants de se diriger vers une carrière scientifique ;
- transformation des EPST, tels le CNRS ou l'INSERM, en agences de moyens, sans politique scientifique propre.

Les ambitions sur le plan scolaire sont cantonnées au « lire, écrire, compter », avec une approche autoritaire et ségrégative sur la façon d'inculquer « le goût de l'effort et du travail » et de « récompenser le mérite ». Les mesures annoncées (autonomie des établissements scolaires, suppression de la carte scolaire et des ZEP) sont extrêmement régressives. Dans une telle situation, les IUFM sont exposés à des injonctions dogmatiques au détriment d'une formation des enseignants liée à la recherche, au bénéfice des élèves.

Le SNESUP réaffirme que :

- l'accès d'un plus grand nombre d'étudiants à l'université requiert une augmentation pluriannuelle des moyens, avec des emplois de titulaires et impose un collectif budgétaire
- la lutte contre l'échec (notamment, en premier cycle) nécessite des parcours et méthodes pédagogiques diversifiés et des conditions de vie et d'études des étudiants améliorées (allocations d'études, logement étudiant, etc.)
- la vie démocratique des établissements est la condition nécessaire de l'implication de tous les personnels dans les activités d'enseignement et de recherche et leur articulation essentielle ;
- le développement de la recherche doit concerner tous les domaines de la connaissance et s'appuyer sur les coopérations entre établissements et organismes, à l'inverse des dispositions du « Pacte pour la recherche ».

Le SNESUP appelle les universitaires à **intervenir dès maintenant, avec les mouvements sociaux et citoyens, comme intellectuels et comme citoyens, particulièrement à l'occasion de la campagne des législatives de juin prochain.**

Le SNESUP comprend l'inquiétude et la colère des étudiants devant les menaces qui pèsent sur les libertés et les universités. Il appelle les enseignants du supérieur à rechercher les convergences avec les préoccupations portées par ceux-ci et à favoriser leur expression déterminée et responsable. Il s'opposera à la criminalisation des interventions citoyennes.

Le SNESUP appelle les universitaires à **organiser des Etats Généraux de lutte dans les universités**, à signifier au nouveau gouvernement qu'aucun projet de modification des textes sur les universités ne saurait être conduit sans un large débat avec la communauté universitaire et l'ensemble des parties prenantes du service public. **Le SNESUP s'opposera aux mesures de régression portées par les propositions du nouveau président. Il contribuera à construire, dans sa fédération la FSU et dans une dynamique unitaire la plus large, le rapport de forces nécessaire pour les repousser.**

Il lance un appel aux universitaires pour qu'ils rejoignent le SNESUP, quel que soit leur statut.

Paris, le 10 Mai 2007